

Il y a aussi les industries auxiliaires, telles celle des pneus. On utilise les matières plastiques dans bon nombre de machines agricoles. Il y a aussi l'outillage fabriqué aux États-Unis pour certaines grandes usines de tracteurs de notre pays. Ces usines pourraient non seulement manquer d'approvisionnements, mais les prix pourraient aussi monter considérablement. Je pense que c'est le genre de questions dont doit s'occuper le gouvernement.

● (2050)

Que va-t-il faire pour régler à long terme la question du prix des denrées alimentaires au Canada? Comme je l'ai dit auparavant, j'aimerais parler pendant quelques instants de l'emploi des denrées alimentaires et des combustibles dans le monde, et des conséquences que ces produits auront sur le Canada. Rien ne laisse supposer que le gouvernement va prendre des mesures dans ce sens avant que nous ne connaissions ce que l'on pourrait qualifier de situation très grave. Considérées sur une grande échelle, la pénurie de combustibles et celle des denrées alimentaires s'aggravent mutuellement. On peut dire sans se tromper que la hausse du prix des combustibles ralentira la production des denrées alimentaires, ce qui fera augmenter le coût de ces dernières. Cela se répercutera ensuite sur les salaires et d'autres frais de production, ce qui augmentera en retour le prix de l'énergie. Je ne cherche pas à prévenir le public qu'une augmentation du prix des denrées alimentaires nous attend, mais il est évident que les Canadiens, comme les gens du monde entier, verront le prix des denrées alimentaires augmenter continuellement si l'on ne prend pas immédiatement des mesures pour freiner cette tendance.

Les produits dérivés du pétrole et des céréales sont essentiels aux besoins de l'humanité. Comme je l'ai dit, il y a corrélation entre la production des uns et des autres. Ils sont si indispensables, sous diverses formes, à toute l'économie que leur pénurie relative et leur prix ont et auront des conséquences sur la disponibilité de toutes les marchandises. Étant donné que ces produits sont vendus dans le monde entier, les conséquences de leur pénurie et leur prix seront internationaux. C'est pourquoi il sera difficile, voire même impossible, de tenir l'économie d'un pays à l'abri des conséquences d'une brusque augmentation de prix si les gouvernements ne sont pas prêts à adopter des politiques visant à compenser ces augmentations.

Étant donné que les augmentations de prix ont été fortes jusqu'ici, et que les prix ne vont pas baisser à nouveau, on peut s'attendre à assister sous peu à des bouleversements économiques brusques et parfois effrayants dans le monde entier. L'une des premières conséquences de ces bouleversements sera la création d'îlots de chômage. L'une des industries qui sera vraisemblablement touchée en Amérique du Nord, et sans aucun doute aux États-Unis, au cours des 12 prochains mois est, entre autres, l'industrie automobile. Si l'on impose un rationnement d'essence, la vente des voitures avec un moteur V-8 ou un six cylindres diminuera considérablement et la production d'automobiles diminuera également. Cela aura d'énormes conséquences secondaires sur les industries connexes, ce qui nuira à l'économie.

Nous assisterons également à un ralentissement du tourisme et à une raréfaction des loisirs. Il en découlera aussi une hausse des prix et une disette de carburant avec, pour conséquence, une diminution des distances parcourues et du nombre de voyageurs. Si l'on pousse le raisonnement jusqu'au bout, les biens et services de consommation

Approvisionnement d'énergie—Loi

seront également touchés. Si le chômage augmente—et tout porte à croire qu'il en sera ainsi dès que nous aurons passé le cap du Nouvel An—et s'il en va de même des prix, il y aura fort probablement une baisse du pouvoir d'achat. Comme il y a de fortes chances pour que les retombées dont je viens de parler s'étendent à l'ensemble du monde industriel, on peut s'attendre à un grand bouleversement économique, de forme nouvelle et peu connue. Je crois que l'on peut s'attendre que, dès le mois de juin 1974, nombreux seront les pays aux prises avec des problèmes graves.

Pour ce qui est des conséquences de la politique intérieure au Canada, si nous continuons sur la voie où nous sommes engagés actuellement, à nous contenter de palliatifs, je crois que nous assisterons à un bouleversement économique d'ampleur internationale, dont les effets se feront sentir au Canada sous la forme d'une instabilité des prix, d'une limitation des débouchés pour les produits fabriqués et, partant, d'un accroissement du chômage.

Le Canada produit et exporte d'importantes quantités de produits qu'il est difficile de se procurer. Il se suffit à lui-même pour d'autres produits et, pour le pétrole et le gaz naturel notamment, il pourrait facilement augmenter sa production et la rendre excédentaire aux fins d'exportation. À cet égard, je crois essentiel que le pays comprenne que, depuis 18 mois, le commerce international s'est transformé étonnamment et que les nouveaux rapports commerciaux vont devenir plus ou moins permanents.

L'équilibre du pouvoir de négociation s'est rompu en faveur des régions ou pays en mesure d'exporter des produits alimentaires, des carburants, des peaux, du papier, du bois et des fibres naturelles et synthétiques. Cet équilibre s'est rompu au détriment des pays exportateurs de produits manufacturés de bonne qualité ou peu coûteux. La possibilité de produire de l'acier, des automobiles, des avions, des appareils de télévision en couleur ou des appareils de photo est de peu de valeur si le monde est à court de produits alimentaires et que l'énergie est rare. En fait, une augmentation rapide des prix de l'énergie et des produits alimentaires est susceptible de rendre la structure des prix instable au point de réduire les capacités de fabrication et également de réduire les marchés. Les conditions commerciales ont évolué non seulement au niveau international mais également au niveau régional. Les régions exportatrices de pétrole, de grains et de produits alimentaires sont favorisées par les conditions commerciales actuelles. Au Canada, ce sont l'Ouest et le Nord qui sont favorisés au détriment du centre industrialisé, ce qui constitue certes un changement.

Si le gouvernement ne donne pas une orientation au pays et ne consulte pas le public au lieu d'adopter des expédients et des mesures à court terme pour redresser la situation, nous pouvons nous attendre à quatre ou cinq éventualités différentes. D'abord, le prix de la majorité des produits alimentaires sauf les fruits et légumes demeurera élevé. En fait, si le gouvernement ne fait rien pour accroître la production—et il a été incapable de l'augmenter sensiblement jusqu'à maintenant—le prix de la majorité de ces denrées augmentera probablement. Il va sans dire que le prix du pétrole et du gaz naturel restera élevé. Je pense également que l'inflation, le prix de l'alimentation et la pénurie d'énergie finiront par provoquer du chômage pour aboutir à ce qu'on pourrait considérer comme une récession économique. Le prix du bois et du papier demeurera élevé pendant quelque temps et celui des produits manufacturés tombera à cause d'une réduction de la demande.